



BY EMAIL

March 22, 2017

Mr. Randy Boissonnault
House of Commons
Ottawa, Ontario
Canada
K1A 0A6
Randy.Boissonnault@parl.gc.ca

Dear Mr. Boissonnault:

I am writing to you, as well as each and every Liberal MP from coast to coast to coast, on behalf of more than 180,000 workers in every province and territory in Canada represented by the Public Service Alliance of Canada. Specifically, the 280 employees who are facing an uncertain future in Vegreville and need your support.

On October 27, 2016, Immigration, Refugees and Citizenship Canada employees at the Vegreville Case Processing Centre were shocked to learn that the federal government plans to close the processing centre in Vegreville and relocate it to Edmonton. Approximately 280 employees work in the centre and represent approximately nine percent of Vegreville's workforce. It has been successfully operating in the town for the past 23 years and is one of the community's largest and most stable employers.

It is disappointing that no consideration was given to the exemplary work done by the employees and the devastating impact on the community of Vegreville. We have received many emails and phone calls from worried members and citizens wondering what the closure will mean for their families and their community.

A recent socio-economic report shows that the economic impact to Vegreville would be severe, with the loss of approximately \$15.9 million of GDP and \$14.5 million of labour income. The local unemployment rate could double from the current estimate of 8% to nearly 16% and there would be a certain 25-30% drop in market values with an influx of houses hitting an already saturated market.

Last month, we had the opportunity to meet with Immigration Minister Ahmed Hussen to discuss the issue. He agreed to review the information provided and get back to us after meeting with other stakeholders. However, in a March 9 letter to the PSAC, he restated his commitment to close the CPC.

It's no secret that the Liberals have a complicated history with Albertans. However, Liberals made an historic breakthrough in the last federal election and this is an opportunity to continue to build bridges, especially in the rural Alberta communities.

The town is opposed. The workers and the union are opposed. We urge you to have a dialogue with the minister about the importance of keeping these jobs in the community. As a member of the Liberal caucus, your voice can make a difference in this matter. I encourage you to use it to save this rural Alberta community.

For more information on the work that is being done to stop the closure, visit www.respectvegreville.ca.

Sincerely,

A handwritten signature in cursive script that reads "Robyn Benson". The signature is written in black ink and is positioned below the word "Sincerely,".

Robyn Benson
National President



PAR COURRIEL

Le 22 mars 2017

Monsieur Randy Boissonnault
Chambre des communes
Ottawa (Ontario)
Canada
K1A 0A6
Randy.Boissonnault@parl.gc.ca

Cher Monsieur Boissonnault,

Je vous écris aujourd'hui, ainsi qu'à tous les députés libéraux d'un océan à l'autre, au nom des 180 000 travailleuses et travailleurs représentés par l'Alliance de la Fonction publique du Canada dans chaque province et territoire. Et pour plaider en particulier la cause des 280 employés de Vegreville qui affrontent un avenir incertain et sollicitent votre appui.

Le 27 octobre dernier, les employés d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada au Centre de traitement des demandes de Vegreville ont appris avec stupéfaction que le gouvernement comptait fermer leur service pour le déménager à Edmonton. Les quelque 280 personnes qui y travaillent comptent pour près de 9 % de la population active de Vegreville. Depuis 23 ans, elles gèrent avec succès les activités d'un des employeurs les plus importants et stables de toute la région.

Il est navrant de constater que la décision a été prise sans aucune considération pour le travail exemplaire accompli par les fonctionnaires et sans tenir compte de l'impact dévastateur de la fermeture sur la région. Nous avons reçu un grand nombre de courriels et d'appels de la part de membres et de citoyennes et citoyens se disant inquiets des répercussions sur leurs familles et la population dans son ensemble.

Selon un rapport socioéconomique récent, cette fermeture aurait de graves conséquences, dont une diminution de 15,9 millions de dollars du PIB et des pertes de salaire s'élevant à 14,5 millions. D'après les estimations, le taux de chômage dans la région pourrait doubler et passer de 8 % à près de 16 %. On prévoit aussi une baisse de 25 % à 30 % de la valeur marchande des maisons, vu la quantité de propriétés qui inonderont un marché déjà saturé.

Le mois dernier, nous avons eu l'occasion de rencontrer le ministre de l'Immigration, Ahmed Hussen, pour discuter du problème. Il a accepté d'étudier l'information que nous lui avons fournie et de nous contacter de nouveau une fois qu'il aurait rencontré tous les intervenants dans ce dossier. Or, l'AFPC a reçu une lettre du ministre, datée du 9 mars

2017, dans laquelle il indique qu'il a toujours l'intention de fermer le centre de traitement de Vegreville.

Ce n'est un secret pour personne que l'histoire des relations entre les libéraux et la population albertaine est complexe. Votre parti a néanmoins réussi à faire une percée historique dans cette province lors des dernières élections fédérales. L'occasion se présente ici de continuer à bâtir des ponts avec ses collectivités rurales.

La municipalité de Vegreville s'oppose à la décision. Les fonctionnaires et le syndicat aussi. Nous vous exhortons à parler au ministre Hussen de l'importance que revêtent ces emplois pour la communauté. En tant que membre du caucus libéral, votre voix peut faire pencher la balance dans ce dossier. Je vous encourage donc à intercéder auprès de vos collègues pour sauvegarder cette localité rurale de l'Alberta.

Pour obtenir d'autres renseignements sur les efforts déployés afin d'empêcher la fermeture du centre de traitement, je vous invite à consulter le site www.respectvegreville.ca.

Je vous prie d'agréer, cher Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

La présidente nationale,

A handwritten signature in cursive script that reads "Robyn Benson".

Robyn Benson